

LE DECLIN DES FORMATIONS COMMUNISTES ?

Henri Duquenne*

Lors des dernières élections législatives de décembre 2003, le Parti Communiste de la Fédération de Russie (PCFR) a réalisé la plus mauvaise performance électorale de son existence. Il n'est parvenu à constituer à la Douma qu'une fraction de 52 députés, alors que dix ans plus tôt, après un retour remarqué sur la scène politique, les forces communistes étaient représentées par 100 députés¹. Ce net recul des positions communistes dans l'enceinte parlementaire témoigne de la crise profonde que traverse le parti depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Tout au long des années 1990, le PCFR a été le seul parti capable de concurrencer les prises de positions du Kremlin et d'influer sur les décisions prises par le Président. Les effets sociaux des réformes économiques lancées sous la présidence d'Eltsine ont favorisé l'émergence de nouvelles formations communistes qui se sont constituées en porte-parole du peuple et des plus démunis. Usant de références et d'idées parfois très éloignées des dogmes marxistes-léninistes classiques, les dirigeants du PCFR ont créé un parti au sein duquel le courant national-patriotique est devenu peu à peu dominant. Ils revendiquent le statut de parti de masse héritier légitime du défunt PCUS, mais beaucoup de militants ne se reconnaissent pas dans les choix idéologiques et tactiques opérés au sein de cette formation. Les violentes campagnes anti-communistes mises en

* Doctorant de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, rattaché au CERI. E-mail : henriduquenne@yahoo.fr

¹ Nous entendons par « forces communistes » les députés du PCFR et du Parti Agraire, qui avaient obtenu respectivement 45 et 55 mandats en 1993.



place par le Kremlin durant les années 1990 et soutenues par les pays occidentaux, ajoutées aux divisions internes récurrentes et aux positions ambiguës des leaders du parti, ont provoqué son déclin. Espérant une collaboration étroite avec le Kremlin au début du premier mandat présidentiel de Vladimir Poutine, les communistes ont été progressivement marginalisés des cercles du pouvoir. Le système mis en place par le nouveau président favorise la montée irrésistible du parti du pouvoir *Russie Unie* et organise la mise au pas des administrations régionales. Ces dernières années, les partis communistes mobilisent à nouveau des foules importantes de mécontents contre l'accélération des réformes économiques et sociales. De grands mouvements sociaux voient le jour dans les régions, mais ils sont facilement étouffés et réprimés par le régime. L'omniprésence du parti du pouvoir rend la visibilité et la marge de manœuvre des communistes beaucoup plus faibles, ces derniers devenant à l'échelon régional de plus en plus loyaux au pouvoir central.

Genèse de l'opposition communiste

La *glasnost* et la perestroïka ont favorisé l'apparition de nombreux plateformes et courants politiques au sein du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS). Ce dernier a renoncé à son monopole politique en février 1990 et provoqué la naissance de courants critiques – démocratiques, marxistes et conservateurs - à l'égard de la ligne officielle. Les querelles internes l'ont emporté sur la volonté de réforme du parti et l'opposition entre courants s'est rapidement durcie. A partir d'août 1991, les plateformes et courants politiques internes au PCUS ont tendu à se transformer en structures partisans autonomes².

Durant la période soviétique, il n'existait pas de parti communiste propre à la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie. C'est le PCUS qui jouait le rôle de parti unique sur le territoire russe. Les débats sur la création d'un parti communiste russe ont pris de l'ampleur lorsque la légitimité du PCUS à gouverner a été mise en cause, mais ne se sont pas concrétisés. Lors de la conférence des communistes de Russie, initiée le 19 juin 1990, Mikhaïl Gorbatchev a une nouvelle fois insisté sur la nécessité de constituer un parti propre à la Russie alors que la RSFSR venait de proclamer sa souveraineté et que plusieurs partis étaient en train de se créer. Les représentants des courants conservateurs ont cherché à accélérer ce processus en critiquant l'attitude des dirigeants du PCUS, accusés

² Holmskaâ Marina, *Kommunisty Rossii : fakty, idei, tendentsii* [Les Communistes de Russie : faits, idées, tendances], Moscou, 1998, p. 6.

de freiner la création d'un parti communiste russe³. La conférence s'est dès le lendemain transformée en congrès constitutif du parti russe. Au moment de sa création, le Parti Communiste de la RSFSR apparaissait comme la plateforme conservatrice du PCUS. Ivan Polozkov, représentant la tendance marxiste-léniniste orthodoxe au sein du Mouvement d'Initiative Communiste, a été élu à sa tête. Il regroupait divers courants idéologiques, non seulement des « orthodoxes » attachés au marxisme-léninisme, mais aussi des « réformateurs » favorables à une évolution sociale-démocrate de leur parti comme Valentin Kouptsov et des « nationaux-patriotes », partisans de la propagation des théories nationalistes au sein du mouvement communiste russe, comme Guennadi Ziouganov. Le parti communiste de la RSFSR constituait, pour de nombreux observateurs, le rassemblement des groupes de pression conservateurs de la nomenklatura, du complexe militaro-industriel et de l'appareil économique, menacés par la perestroïka⁴. L'échec du coup d'Etat d'août 1991 a renforcé le processus de « départisation » des institutions⁵. L'unité du parti soviétique a été mise à mal et M. Gorbatchev, président de l'URSS, s'est effacé devant B. Eltsine, président de la RSFSR, en pleine ascension. La tentative de putsch avortée contre M. Gorbatchev sert de prétexte à B. Eltsine pour suspendre, puis interdire les activités du PCUS et du PC de la RSFSR, considérées par le président russe comme les co-organisateur du coup d'Etat. De fait, le Comité central du PCUS n'avait pas condamné les auteurs du putsch, et plusieurs de ses membres les avaient même soutenus⁶. Par deux décrets du 23 août et du 6 novembre 1991, B. Eltsine pensait en finir avec les formations communistes. M. Gorbatchev avait de son côté appelé le PCUS à s'auto-dissoudre le 24 août.

L'interdiction des partis communistes sur le sol russe a finalement servi et renforcé ceux qui lui étaient les plus fidèles. Les mouvements de protestation qui se sont organisés contre les décrets de Boris Eltsine considéraient que porter atteinte au PCUS revenait à détruire l'Etat soviétique dont il était la colonne vertébrale⁷. Bien qu'officiellement dissout, le réseau des cellules de base du PCUS a constitué dans les régions des structures de

³ Osadcij Ivan, *Dramatičeskie stranicy istorii. Kak i počemu sozdavalas' Kompartiâ RSFSR (1990-1991)* [Les pages dramatiques de l'Histoire. Comment et pourquoi a été créé le Parti Communiste de la RSFSR (1990-1991)], Moscou, ITRK, 2001, p. 42.

⁴ Berton-Hogge Roberte, « L'URSS à la recherche de son avenir politique », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 640, 28 septembre 1990, pp. 11.

⁵ Barry Françoise et Lesage Michel, « URSS, la dislocation du pouvoir », *Les Etudes de la Documentation Française*, 1991, pp. 50-51.

⁶ Berton-Hogge Roberte, « La lutte pour le pouvoir en URSS », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 663-664, 20 septembre-4 octobre 1991, p. 75.

⁷ Solovei Valéry, « Evolution du mouvement communiste dans la Russie post-communiste (1991-1996) », *Recherches internationales*, n° 47, hiver 1997, p. 61.

réflexion pour la recomposition organisationnelle des futurs partis communistes. Ces structures réunissaient tous ceux qui, à terme, souhaitaient la reformation d'un parti communiste russe. Elles ont donné naissance à de nouvelles formations partisans, asiles temporaires pour les militants qui évitaient d'utiliser le terme « communiste » pour les désigner⁸.

La première et la principale organisation créée dans ces structures a été le Parti Socialiste des Travailleurs, apparu en octobre 1991. D'orientation « sociale-démocrate », ce nouveau parti regroupait un grand nombre de figures politiques appelées à jouer ultérieurement un rôle important dans la mouvance communiste, notamment au niveau régional. Les figures politiques du PST – par exemple Alexandre Maltsev, Ivan Rybkine ou Roï Medvedev – plaidaient pour de nouvelles règles de conquête du pouvoir, insistant sur la primauté du travail parlementaire et privilégiant les méthodes légales de lutte politique⁹. D'un point de vue idéologique, cette formation se présentait comme un parti de gauche d'orientation résolument socialiste. Selon eux, le déclin du régime ne remettait pas en cause les idéaux socialistes, mais seulement leur interprétation extrémiste et bolchevique. En réaction à la volonté de ne pas employer le terme « communiste » dans le nom du parti, plusieurs délégués ont quitté la conférence constitutive du PST pour créer leur propres structures organisationnelles¹⁰. La plupart de ses membres avait adhéré car le parti disposait d'un statut légal, mais défendaient dans les faits des points de vue beaucoup plus conservateurs. Aujourd'hui encore, d'anciens membres du PST refusent d'admettre qu'ils ont été membres d'une formation à leurs yeux sociale-démocrate, ayant pour modèle les réformateurs des pays d'Europe centrale et orientale¹¹. Le premier congrès du parti a eu lieu en décembre 1991 : Roï Medvedev, éminent dissident marxiste de la période soviétique, a été désigné comme leader, Loudmila Vartazarova, Ivan Rybkine et Mikhail Lapchine notamment ont été élus vice-présidents. Le PST a cependant été incapable de devenir une force sociale-démocrate influente et populaire. Toute position critique vis-à-vis du régime soviétique le marginalisait sur la scène politique.

⁸ *Ibid.*, p. 62.

⁹ Christensen Paul, « The Noncommunist Left, Social Constituencies and Political Strategies in Russia », *Demokratizatsiia*, Volume 7, n°1, hiver 1999, p. 137.

¹⁰ Présents lors des réunions fondatrices du PST, Viktor Tioulkine et Viktor Anpilov prendront rapidement leurs distances et créeront le Parti Communiste Ouvrier de Russie. Egalement présents, Anatoly Krioutchkov fondera le Parti des Communistes de Russie et Alexeï Prigarine l'Union des Communistes.

¹¹ Information tirée d'entretiens réalisés en 2005 et 2006 dans les régions de Volgograd, Ekaterinbourg et Krasnoïarsk.

Au début de l'année 1992, les forces communistes les plus populaires étaient des formations bien plus radicales, à l'instar de l'Union des Communistes, du Parti Communiste Ouvrier de Russie (PCOR) et du Parti des Communistes de Russie (PCR). Leur éclatement a duré jusqu'en novembre, au moment où la Cour constitutionnelle, saisie quelques mois plus tôt, a rejeté les décrets présidentiels interdisant les partis communistes sur le territoire russe¹². Deux courants se sont alors affrontés, l'un plaidant pour la reformation d'un PC de la RSFSR autonome par rapport au PCUS, l'autre prônant son intégration dans un PCUS refondé. Ces divergences révèlent essentiellement des idéologies et des stratégies politiques opposées plus que des problèmes d'ordre organisationnel.

Le Parti Communiste de la Fédération de Russie (PCFR) a été créé en février 1993 dans la banlieue de Moscou et a élu à sa tête Guennadi Ziouganov, ancien secrétaire du PCUS de la région d'Orel, ancien chef adjoint aux questions idéologiques du Comité central du PCUS, ancien secrétaire et membre du bureau politique du parti communiste de la RSFSR. 695 délégués élus par les 455 000 membres du parti dans les régions ont participé à ce congrès fondateur¹³. Mikhaïl Lapchine, Ivan Rybkine et Valentin Kouptsov sont devenus quelques uns des vice-présidents du parti. La majorité des membres des formations communistes nées en 1991 et 1992 ont rejoint les rangs du PCFR, au grand dam de leurs fondateurs qui dénonçaient une dangereuse entreprise de division. Mis à part le PCOR, toutes ces formations ont rapidement été marginalisées de la scène politique, au profit du PCFR qui aspirait à monopoliser l'opposition communiste, en se présentant comme l'héritier légitime et légal du PCUS.

Comme d'autres cadres dirigeants, le leader du PCFR, G. Ziouganov a, entre 1991 et 1993, fréquenté des mouvances nationalistes non communistes, en participant notamment à la fondation du Front de Salut National et de l'Assemblée Nationale Russe¹⁴. Sa trajectoire a fortement influé sur l'orientation idéologique du PCFR¹⁵. La direction du parti a été dominée

¹² Urban Joan Barth and Solovei Valerii, *Russia's Communists at the Crossroads*, Boulder, Westview Press, 1997, p. 32.

¹³ Holmskaâ Marina, *op. cit.*, p. 25.

¹⁴ *Političeskaâ Rossiâ sevodnâ* [La Russie politique aujourd'hui], Moscou, Moskovskij Rabočij, 1993, p. 303 ; Pribylovskij Vladimir, Verhovskij Alexandr, *Nacional-patriotičeskie organizatsii v Rossii* [Les organisations nationale-patriotiques en Russie], Moscou, Panorama, 1996, pp. 60-61.

¹⁵ Parmi les ouvrages de G. Ziouganov les plus représentatifs des préférences idéologiques, voir : *Drama vlasti* [Le drame du pouvoir], Moscou, Palea, 1993, *Verû v Rossiû* [Je crois en la Russie], Voronej, 1995, *Za gorizontom* [Au-delà de l'horizon], Orel, Vechnye Vody, 1995, *Rossiâ – Rodina moâ, ideologiâ gosudarstvennogo patriotizma* [La Russie est ma patrie. Idéologie du patriotisme d'Etat], Moscou, Informpetchat', 1996, *Â russkij po krovi i dukhu* [Je suis russe de sang et d'esprit], Moscou, Palea, 1996, *Geografiâ pobedy, osnovy rossijskoj geopolitiki* [Géographie de la victoire, les fondements de la géopolitique de la Russie], 1998, *Vera i Vernost', Russkoe*

par les représentants du courant appelé « national-patriotique », défenseur d'un communisme national, aux couleurs de la Russie. Les spécialistes de la politique intérieure russe rappellent qu'à de nombreuses reprises le PCFR et ses alliés furent qualifiés de « coalition rouge-brune », d'« union des Rouges et des Blancs¹⁶ ». L'écart avec la base militante était toutefois saisissant : dans les réunions, les références aux idées marxistes-léninistes continuaient de s'imposer, au détriment des théories nationalistes et eurasiennes¹⁷. Tout comme le parti communiste de la RSFSR créé en 1990, le PCFR devait donc représenter plusieurs courants : national-patriote, marxiste-léniniste et social-démocrate¹⁸.

Le PCFR se présentait comme une force d'opposition au pouvoir, mais les débats sur sa volonté et sa capacité à diriger le pays sont rapidement apparus¹⁹. Les concepts de révolution, de dictature du prolétariat, de collectivisation et de refus de la propriété privée tendaient déjà à disparaître des discours des dirigeants communistes. Le PCFR s'est limité à critiquer le régime en place de manière peu constructive et s'est accoutumé à une certaine passivité. Durant les années 90, il a constitué un repoussoir pour le Kremlin, qui le considérait comme son principal adversaire politique et brandissait la menace du retour au communisme pour se maintenir au pouvoir. Ce faisant, le PCFR apparaissait comme une organisation respectueuse des nouvelles règles du jeu politique²⁰. La constitution en août 1996 de l'Union Populaire Patriotique de Russie (UPPR) avec G. Ziouganov à sa tête devait permettre au parti communiste de rassembler l'opposition au régime de B. Eltsine et de remporter les élections régionales à venir. Le PCFR dominait cette Union à laquelle 47 partis et mouvements politiques participaient. Plusieurs des candidats présentés par l'Union ont été élus gouverneurs, constituant ainsi une « ceinture rouge » dans les régions russes. En s'appuyant sur les structures de base du PCUS et du PC de la RSFSR, les communistes étaient présents dans l'ensemble des régions russes. Les élections nationales ont montré

Pravoslavie i problemy vozroždeniâ Rossii [La Foi et le Dévouement, l'Orthodoxie Russe et les problèmes de la renaissance de la Russie], Moscou, 1999.

¹⁶ March Luke, *The Communist Party in post-Soviet Russia*, Manchester, Manchester University Press, 2002, p. 100.

¹⁷ Au sujet de l'alliance de G. Ziouganov avec les tenants de l'idéologie eurasiennne en Russie, incarnée notamment par Alexandre Douguine, voir : Laruelle, Marlène, *L'idéologie eurasiennne russe ou comment penser l'empire*, Paris, L'Harmattan, 1999 et « Le néo-urasisme russe. L'empire après l'empire ? », *Cahiers du monde russe*, vol. 42, n° 1, janvier-mars 2001, pp. 71 à 94. Voir également : Désert Myriam, Paillard Denis, « Les Eurasiens revisités », *Revue des Etudes Slaves*, 1994 ; Désert Myriam, « Avatars de l'eurasisme en Russie aujourd'hui », *Cahiers Anatole Leroy-Beaulieu*, n° 4, 1999, pp. 83-90.

¹⁸ *Političeskie partii, dviženâ i organizacii sovremennoj Rossii na rubeže vekov* [Partis, mouvements et organisations politiques de la Russie contemporaine au tournant des siècles], Saint-Pétersbourg, Académie de Science Politique, 1999, p. 88.

¹⁹ Paillard Denis, « Les partis communistes dans la recomposition politique en Russie », *Recherches internationales*, n° 47, hiver 1997, p. 104.

²⁰ Hale Henry, *The Party's On: the Impact of Political Organizations in Russia's Duma Elections*, Washington, D. C., Center for Strategic and International Studies, octobre 1999. www.csis.org/ruseura/ponars/wp/

que le PCFR pouvait prétendre conquérir le pouvoir en toute légalité. C'était déjà le cas lors des législatives de 1993, où il avait remporté 12,4 % des suffrages, derrière le LDPR de V. Jirinovski (22,92%) et le parti pro-présidentiel « Choix de la Russie » (15,51%). Son poids politique s'est renforcé durant les législatives de 1995, où il a remporté cette fois 22,3% des voix, devant le LDPR (11,18%) et le nouveau parti du pouvoir, « Notre Maison la Russie » (10,13%). Au premier tour de l'élection présidentielle de 1996, G. Ziouganov a talonné B. Eltsine (32,03% contre 35,28% des voix), mais a perdu au second tour (40,31% contre 53,82% des voix).

Des idéologies et des tactiques politiques ambiguës

Comme nous l'avons déjà suggéré, le choix inconditionnel du PCFR de participer au jeu électoral, contrairement à d'autres formations communistes apparues en Russie, a suscité de nombreux débats. Les interrogations portaient sur la place que le parti devait occuper dans la nouvelle donne politique : devait-il être « Sa Majesté l'opposition » ou « l'opposition de Sa Majesté », être une opposition intégrée ou un parti anti-système ?²¹ Le rôle d'opposition systémique contraint un parti politique à former une alternative responsable au gouvernement en place, en acceptant les règles du jeu et en exprimant sa contestation dans des formes constitutionnelles et légales. En refusant de reconnaître le régime en place et en appelant éventuellement à prendre le pouvoir par la force, les partis anti-système n'ont en revanche que peu de chances de gouverner. La participation du PCFR au jeu politique parlementaire entre 1993 et 1995 ne pouvait leur permettre d'influencer concrètement la politique menée, en raison de la faiblesse de ses effectifs dans l'hémicycle. Ses députés se contentaient de manifester leur désapprobation vis-à-vis des réformes gouvernementales. Ce faisant, ils contribuaient à donner de la Douma l'image d'une tribune de la contestation. Même si les leaders du PCFR continuaient de dénier toute légitimité au nouveau parlement au sein duquel ils siégeaient et de rejeter la nouvelle Constitution, ils se résignaient à accepter la nouvelle donne politique. En cherchant à freiner la mise en œuvre des réformes et non à renverser l'ordre politique, ils attiraient les critiques des partisans d'une opposition radicale au régime qui leur reprochaient de cautionner la politique gouvernementale et de susciter ainsi l'incompréhension de leur électorat.

²¹ March Luke, *The Communist Party in post-Soviet Russia*, op. cit., p. 232.

Entre 1995 et 1999, le PCFR et ses alliés disposaient, au plus fort de leur popularité, de 211 sièges à la Douma. Quinze voix leur manquaient pour obtenir la majorité. Ils ont alors cherché à faire pression sur l'exécutif afin d'obtenir des concessions. Le PCFR a agi comme un parti modéré, cherchant à exploiter les dissensions internes au gouvernement. Des contacts étroits ont par exemple été établis avec le premier ministre Viktor Tchernomyrdine, présenté comme un « capitaliste à orientation nationale », par opposition aux libéraux comme Anatoli Tchoubaïs, alors chef de l'administration présidentielle. Cette attitude a conduit les députés communistes à approuver le budget de 1997, la désignation de V. Tchernomyrdine au poste de premier ministre dès le premier tour en août 1996 et l'attribution de la direction du ministère de la Coopération au sein de la CEI à l'un des leurs, Aman Touleev. Les élections des gouverneurs de régions en 1996 et 1997 ont encore renforcé les positions du parti au sein du nouveau système politique, puisqu'une forte représentation au Conseil de la Fédération complétait désormais le poids des communistes à la Douma et que les gouverneurs « rouges » confiaient à des communistes les postes-clés dans les parlements régionaux. Après la crise financière de l'été 1998, l'une des personnalités historiques du parti, Youri Maslioukov, a été nommée premier vice-premier ministre et d'autres communistes ont obtenu des postes importants dans les ministères, notamment à l'Industrie, l'Agriculture et l'Economie²². G. Ziouganov a alors proposé de modifier la Constitution pour ne plus faire élire le président au suffrage universel, mais par « une réunion collégiale de diverses organisations représentatives²³ ». Dans un contexte d'instabilité gouvernementale, le PCFR a engagé une procédure d'*impeachment* contre le président Eltsine, mais n'est pas parvenu à mobiliser les députés des autres fractions pour obtenir le nombre de voix nécessaires. Le président est sorti renforcé de cette crise en obtenant dès le premier tour l'approbation de la nomination de Sergueï Stepachine au poste de premier ministre.

Le PCFR est une nouvelle fois arrivé en tête des élections législatives de 1999 avec 24,29% des voix au scrutin proportionnel, mais cette fois, il s'en est fallu de peu pour que le nouveau parti du pouvoir, appelé *Unité*, l'emporte, avec 23,32% des voix. Le PCFR et *Unité* pouvaient à eux deux contrôler la Douma, notamment l'attribution des postes de

²² V. Tchernomyrdine avait été limogé par B. Eltsine en mars 1998, puis remplacé par Sergueï Kirienko au poste de premier ministre après de nombreux refus d'investiture de la Douma. Ce dernier est finalement démis de ses fonctions quelques mois plus tard. Le PCFR refuse le retour de V. Tchernomyrdine à son poste et vote finalement en faveur du compromis incarné par le ministre des Affaires Etrangères Evgueni Primakov. C'est dans le gouvernement de ce dernier que plusieurs membres du PCFR obtiennent des postes importants.

²³ Interview de Guennadi Ziouganov in : *Zavtra*, 8 février 1999.

responsabilité au sein de l'institution parlementaire²⁴. La courte victoire du parti communiste le plaçait en position de force dans les négociations pour les présidences de commissions parlementaires. Les deux formations politiques, pourtant opposées, se sont alliées afin d'empêcher le bloc *Patrie-Toute la Russie* d'E. Primakov d'accéder à de telles fonctions. Le communiste G. Seleznev a été réélu au poste de speaker du parlement. La rhétorique employée par les cadres d'*Unité* laissait entrevoir aux responsables communistes la possibilité d'une collaboration plus étroite encore entre les deux formations au sein d'une « coalition de centre-gauche ». Les références et le parcours professionnel de V. Poutine le conduisaient en outre à reprendre plusieurs aspects du discours patriotique communiste. A l'élection présidentielle de 2000, V. Poutine a été élu dès le premier tour avec 52,94% des voix, loin devant G. Ziouganov (29,17%). A partir de cette date, l'alliance tactique entre le parti du pouvoir et les communistes s'est transformée en affrontement, consacrant rapidement la victoire de la formation pro-présidentielle. En avril 2002, les députés ont voté une résolution écartant le parti communiste et ses alliés des commissions parlementaires qu'ils présidaient au profit de députés du parti du pouvoir et des partis libéraux. Le *speaker* G. Seleznev a été exclu des rangs du parti pour s'être montré trop conciliant avec le Kremlin. Dans une lettre ouverte intitulée « Nettoyage à la Douma », G. Ziouganov a fustigé « la transformation du parlement en un organe totalement soumis aux décisions du gouvernement et de l'administration présidentielle²⁵ ». Aux législatives de 2003, le PCFR n'a capté que 12,61% des voix, alors que le parti du pouvoir *Russie Unie* arrivait en tête (37,57%) et que le nouveau venu *Rodina* s'imposait sur la scène politique (9,02%). Lors de l'élection présidentielle de 2004, le PCFR a présenté la candidature de Nikolai Kharitonov du Parti Agraire, bien moins connu que G. Ziouganov, en signe de protestation contre l'injuste déroulement de la campagne électorale. V. Poutine est à nouveau élu au premier tour avec 71,31% des voix, N. Kharitonov est en deuxième position (13,69%) loin devant un ancien cadre du PCFR devenu co-président de *Rodina*, Sergueï Glaziev (4,10%)²⁶. Le PCFR ne contrôle plus que des postes de vice-présidents de commissions parlementaires. Lors des dernières élections à la Douma de Moscou en décembre 2005, le PCFR est parvenu pour la première fois à gagner des sièges, mais n'a prétendu à aucune présidence de commission. Dans un tel contexte, la légitimité des dirigeants est fortement remise en cause et les débats idéologiques redoublent d'intensité : de nombreux militants considèrent que la défense de thèses nationalistes a provoqué la perte du parti.

²⁴ Raviot Jean-Robert, « Les élections du 19 décembre 1999 à la Douma : quelles lignes de partage pour l'électorat russe ? », *Cahiers Anatole Leroy-Beaulieu*, n° 6, 2001, p. 91.

²⁵ Déclaration commune de Guennadi Ziouganov et de Nikolai Kharitonov, député agrarien, en date du 4 avril 2002, disponible dans les archives du site du parti www.kprf.ru.

²⁶ Ces résultats proviennent du site de la Commission centrale électorale, www.cikrf.ru.

Le courant national-patriotique, minoritaire chez les militants communistes, demeure surreprésenté dans les organes centraux du parti. L'idée d'une alliance entre les dirigeants communistes et les mouvances nationalistes les moins recommandables est en outre fréquemment brandie par le Kremlin, afin de discréditer davantage son principal adversaire. Les responsables communistes sont du coup constamment amenés à prouver le contraire : « des partisans du DPNI²⁷ ont tenté avec insistance de prendre part au défilé du Premier Mai aux côtés du PCFR. Alors même que l'idée d'une opposition « droite-gauche » appartient désormais à l'histoire mouvementée des années 90, quelqu'un (dont l'identité de fait pas de doute) essaye de discréditer le PCFR en le présentant comme partie prenante d'une alliance tout à fait contradictoire. Si, pendant les années 90, une union des « rouges » et des « blancs » contre l'agression diabolique du régime sanglant de Eltsine était compréhensible et permettait à l'opposition de se maintenir en tant que telle, aujourd'hui seul le Kremlin peut recueillir les fruits d'une telle union²⁸ ».

Les alliés et les satellites du PCFR

Plusieurs formations revendiquent l'héritage « légitime », « organisationnel » ou « idéologique » du PCUS, dont leurs dirigeants sont majoritairement issus. Leur engagement et leur influence dans la vie politique russe depuis 1991 sont fort variables. Malgré l'interdiction d'appartenir à plusieurs partis figurant généralement dans les statuts de ces formations, des cas de double, voire de triple appartenance partisane, ont pu être relevés²⁹. Au-delà de leurs divergences idéologiques et organisationnelles, l'opposition déclarée au Kremlin et l'organisation commune de manifestations les rassemblent.

²⁷ DPNI [Dvižene Protiv Nelegalnoj Immigracii] est le Mouvement Contre l'Immigration Illégale, une formation d'extrême droite créée en 2002. Lors du défilé du 1^{er} mai 2006, le DPNI a défilé en queue de cortège derrière une banderole « Moins d'immigrants, des salaires plus élevés », et dans son communiqué officiel a remercié « le Comité Central du PCFR et plus personnellement le camarade Guennadi Ziouganov pour l'invitation à participer à cette manifestation, et la possibilité de faire valoir notre droit à exprimer nos revendications et soulever nos étendards ». Source des citations : site www.dpni.org. Aucun lien officiel entre le DPNI et le PCFR n'a été revendiqué. Des responsables du parti *Rodina* ont en revanche établi des contacts plus nets avec le DPNI lors d'actions communes.

²⁸ Baranov Anatolij, « Eto byl očen trudnij Pervomaj » [Ce fut un Premier Mai très difficile], *Partijnye novosti* [Nouvelles du parti], 2 mai 2006, http://www.cprf.ru/news/party_news/41429.html.

²⁹ Ishiyama John and Shafqat Safar, « Party Identity Change in post-communist Politics: the Case of the Successor parties in Hungary, Poland and Russia », *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 33, n° 4, 2000, pp. 439-455.

Constituée en novembre 1991, l'Union des Communistes (UC) émanait de la plateforme marxiste du PCUS. Alexeï Prigarine, ancien membre du Comité Central du PCUS, en était le leader. L'Union déclarait vouloir adopter un ton progressiste en reconnaissant la propriété privée comme l'une des composantes de la société à construire, mais une fois l'URSS disparue, elle s'est avant tout consacrée à reconstituer une union des partis communistes de l'ex-URSS. Cette particularité a influé de manière décisive sur la nature du parti : l'UC ne donnait pas la priorité organisationnelle à l'élaboration de ses structures propres, mais à la mise en place de réseaux avec les partisans d'une restauration du PCUS dans les anciennes républiques soviétiques. L'UC est devenue le Parti Communiste de Russie-PCUS (PCR-PCUS) au sein de l'Union des Partis Communistes-PCUS d'Oleg Chenine³⁰. Les leaders du parti visaient explicitement à refonder l'ancien parti dirigeant à l'échelle du territoire soviétique. En 1995, cette formation n'est pas parvenue à obtenir de représentants à la Douma lors des élections législatives auxquelles elle a participé aux côtés du Parti Communiste Ouvrier de Russie. Le PCR-PCUS se distinguait principalement du PCFR par sa volonté de conserver les traditions internationalistes soviétiques, mais aussi par son radicalisme à l'égard du pouvoir. Le parti s'est abstenu de soutenir la candidature de Guennadi Ziouganov lors de l'élection présidentielle de 1996. Le leader du PCFR a cependant profité de tensions internes à l'UPC-PCUS pour en prendre la direction lors de son 32^{ème} Congrès en octobre 2001, aux dépens d'O. Chenine.

Le Parti Communiste Ouvrier de Russie (PCOR) de Viktor Tioulkine et Viktor Anpilov a représenté la formation communiste la plus importante numériquement et la plus visible entre 1991 et 1993. Créé en novembre 1991 à Ekaterinbourg lors du Congrès des Communistes de Russie, ce parti entendait en finir avec les « traditions opportunistes et révisionnistes de droite mises en pratique au PCUS³¹ ». Il se définissait comme l'« héritier de l'essence communiste au sein du mouvement ouvrier ». La proportion des ouvriers dans ses organes de direction devait être majoritaire. Il se prononçait pour l'union des différents partis communistes, mais aussi pour la création d'un *Komintern* dans le cadre de l'ancienne URSS. Comptant 80 000 membres en 1993, cette formation a acquis l'image d'un « parti de meetings », d'un « parti de la rue », d'un « parti des orateurs radicaux », peu attirés par l'activité parlementaire³². Deux principaux courants s'opposaient en son sein : certains plaidaient pour la constitution interne de plateformes et pour l'union avec les formations

³⁰ Černâhovskij Sergej, *Kommunističeskoe dviženie v eltsinckoj Rossii* [Le mouvement communiste dans la Russie eltsinienne], Moscou, Rossija-XXI, 1994.

³¹ Information tirée du site www.rkrp-rpk.ru dans la rubrique « Histoire du parti ».

³² Černâhovskij Sergej, *Protivorečivost' kommunističeskoj oppozicii v sovremennoj Rossii* [Les contradictions de l'opposition communiste dans la Russie contemporaine], Moscou, MNEPOu, 2003, p. 41.

communistes concurrentes ; d'autres, à l'instar de M. Popov, s'y refusaient, au nom du bolchevisme. Les premiers ont finalement été exclus du Comité central du parti pour avoir participé à d'autres entreprises politiques et ont vite rejoint le PCFR en 1993. Interdit d'activité suite à l'implication active de ses dirigeants dans le conflit qui opposait le Parlement au président Eltsine en 1993, le PCOR a connu de nouveaux remous, mais s'est finalement maintenu sous la houlette de Viktor Tioulkine, élu au poste de premier secrétaire en décembre, fonction qu'il occupe toujours aujourd'hui. Certains ténors de ce parti ont continué à y militer tout en cherchant à s'autonomiser. C'est notamment le cas de Viktor Anpilov, leader incontesté du PCOR à Moscou, qui avait organisé d'importantes manifestations contre la libéralisation des prix et créé le mouvement « Russie du Travail » en 1992. Il a finalement été exclu en 1996 pour avoir soutenu la candidature de G. Ziouganov à l'élection présidentielle sans l'accord des dirigeants du PCOR et s'est désormais consacré à « Russie du travail ». L'influence du PCOR a décliné dans la seconde moitié des années 1990, alors que l'absence de mobilisations sociales le privait de son statut de parti radical. Néanmoins, il demeure aujourd'hui le deuxième parti communiste de Russie, derrière le PCFR, revendiquant 50 000 membres et une présence dans cinquante régions. Il s'est allié en 2001 au Parti des Communistes de Russie (PCR), à l'occasion d'un congrès commun des deux formations³³.

Créé en décembre 1991, le PCR se présentait initialement comme un fervent défenseur du pluralisme politique, refusant le dogmatisme et la croyance selon laquelle l'URSS aurait été la réalisation concrète du socialisme³⁴. Elu président du Conseil Politique du parti en 1992, Anatoli Krioutchkov acceptait l'existence de la propriété privée dans des limites bien définies et se prononçait pour un mélange d'économie planifiée et d'économie de marché. Il a toutefois appelé à boycotter les élections législatives de 1993. Lors des deux scrutins législatifs suivants, le PCOR et le PCR n'ont jamais réussi à passer la barre des 5%. Le leader du PCOR, V. Tioulkine, a été élu pour la première fois député à la Douma d'Etat en décembre 2003 sur les listes du PCFR et siège au sein de la fraction constituée par ce dernier. L'organisation de jeunesse du PCOR-PCR, l'Union Révolutionnaire Communiste de la Jeunesse (bolchevique), compte quelques centaines de membres. Les organes de presse du Comité Central du parti sont depuis 1994 les mensuels *Trudovaya Rossiya*, « Russie du Travail » et *Mysl'*, « la Pensée », qui tirent à quelques milliers d'exemplaires, auxquels s'ajoute depuis 1995 « Union Soviétique », revue de théorie politique annuelle.

³³ Le PCR est appelé Parti des Communistes de Russie ou Parti Communiste Révolutionnaire. La première appellation est celle qui est le plus souvent retenue, bien que le parti insiste sur son caractère révolutionnaire.

³⁴ Information tirée du site www.rkrp-rpk.ru dans la rubrique « Histoire du parti ».

L'un des principaux alliés du PCFR est le Parti Agraire de Russie. Dans les zones reculées et délaissées par le pouvoir central, ces deux partis ont souvent coopéré pour mobiliser la population. Créé en février 1993 à Moscou, le PAR regroupait principalement des représentants du monde agricole (directeurs de kolkhozes et de sovkhozes, entrepreneurs en milieu rural, spécialistes techniques et simples paysans). Ses leaders historiques, Mikhaïl Lapchine (président) et Nikolaï Kharitonov (l'un des vice-présidents), revendiquaient environ 100 000 membres et une présence dans 77 régions. Son principal organe de presse fédéral, *Rossijskaya Zemlia*, [la Terre Russe], tirait à plus de 30 000 exemplaires. Le monde agricole russe constitue l'un des secteurs qui a particulièrement pâti des réformes, notamment de la baisse des subventions, de la libéralisation des prix, de la concurrence des produits étrangers et du coût croissant de l'exploitation des terres. Le PAR se voyait comme le porte-parole des 40 millions de personnes qui vivaient dans les campagnes russes, dont il était le seul à se soucier. Lors des élections législatives de 1993, la liste APR a recueilli 7,99% des voix et s'est placée en cinquième position. Ivan Rybkine, membre récent du Parti Agraire, est alors devenu le speaker de la Douma d'Etat. En cherchant à constituer un bloc de centre-gauche pour les élections de 1995, il a déplu à une partie de son électorat, qui s'est reportée sur le PCFR. Le PAR n'est arrivé qu'en dixième position, avec 3,78% des voix. Lors de l'élection présidentielle de 1996, le PAR a soutenu la candidature de G. Ziouganov, puis est entré dans l'Union Populaire Patriotique de Russie. Lors de la constitution du gouvernement de Evgueni Primakov, l'un de ses responsables, Guennadi Koulik, a été nommé à l'un des postes de vice-premier ministre.

Les élections législatives de 1999 ont provoqué l'effritement de l'unité agraire : les partisans de Mikhaïl Lapchine soutenaient le bloc d'E. Primakov « Patrie – Toute la Russie », alors que les proches de N. Kharitonov ont rejoint les listes du PCFR. Lors du scrutin de 2003, seuls N. Kharitonov et Vladimir Plotnikov ont été élus sur les listes du parti agraire au scrutin uninominal, alors qu'à la proportionnelle la formation n'a obtenu que 3,64% des voix. Le Parti Agraire de Russie a longtemps été présenté comme « l'aile rurale du PCFR »³⁵, ne disposant jamais d'une marge de manœuvre suffisante pour être totalement indépendant. Ses dirigeants ont pourtant fréquemment hésité entre une attitude loyale au PCFR et un soutien au Kremlin et au parti du pouvoir. En 2004, le PAR a fait l'objet d'une violente offensive de la part du Kremlin, qui a cherché à noyauter ses instances dirigeantes. Elu

³⁵ Kagarlitsky Boris, *La Russie aujourd'hui, Néo-libéralisme, autocratie et restauration*, Paris, l'Aventurine, 2004, p. 204.

président de la République de l'Altaï de 2002 à 2006, M. Lapchine n'a pas été renommé à ce poste par le Président Poutine et doit désormais faire face à des procès. Lors du dernier congrès du PAR, il a dû renoncer à son poste de premier secrétaire du parti au profit de Vladimir Plotnikov, devenu depuis membre de la fraction *Russie Unie* à la Douma d'Etat. Au niveau local, la plupart des comités du parti continuent toutefois de contester la politique menée par le Kremlin et luttent aux côtés du PCFR.

Le personnel du PCFR aujourd'hui

Le PCFR ne se limite pas à son image de parti des retraités et des plus démunis³⁶. A la fin des années 1990, plusieurs études ont souligné l'attraction qu'exerçait le parti communiste sur l'électorat jeune, mais aussi sur des couches sociales appartenant à une sorte de « classe moyenne » naissante ou aux revenus élevés³⁷. De 450 000 membres en 1993, les effectifs du PCFR seraient passés à 600 000 en 1996, puis à 530 000 en 2000³⁸. Lors du dernier congrès du parti qui s'est tenu en décembre 2005, G. Ziouganov a revendiqué 199 000 membres. Le parti dispose, depuis 1999, d'une organisation de jeunesse dévouée, l'Union de la Jeunesse Communiste, qui compterait 40 000 membres dans le pays. En outre, à cette Union s'ajoutent des mouvements préexistants qui n'ont jamais voulu devenir l'organe officiel de la jeunesse du PCFR. Présente dans 72 régions, l'UJC ne peut pourtant pas prétendre au rôle de réserve de cadres du parti, car les mécanismes d'ascension de ses membres aux postes de responsabilité au sein du Parti sont inexistantes. Des responsables politiques régionaux du parti animent par ailleurs parfois des « Dumas des Jeunes », structures consultatives mises en place par les communistes au sein des parlements locaux³⁹. Certains jeunes parviennent enfin à accéder de manière individuelle à des responsabilités politiques. C'est par exemple le cas du juriste Roman Grebennikov, élu en 1998 député de la Douma régionale de Volgograd avec l'appui du

³⁶ *Elektorat KPRF vymiraet ?* [L'électorat du PCFR meurt-il ?]. Cet article est disponible sur l'un des sites animés par le PCFR, qui entend combattre les mythes que colporte le pouvoir sur le parti communiste et le passé soviétique : www.kprf.su/elections/13/

³⁷ Sur ce point, voir : March Luke, *op. cit.*, page 171.

³⁸ March Luke, « The pragmatic radicalism of Russia's Communists », in : Leftwich Curry, Jane, Urban, Joan, *The Left Transformed in Post-Communist Societies*, New-York, Lanham, 2003, p. 174.

³⁹ La Douma des Jeunes de Volgograd a été créée en 2000 sous l'impulsion des députés PCFR du Parlement régional. Alexandre Kerine, jeune militant du parti communiste de 26 ans, a depuis sa création, toujours été réélu pour des mandats d'un an au poste de speaker. La structure consultative qu'il dirige regroupe les représentants des différentes organisations enregistrées au Comité Régional des Affaires de la Jeunesse, qui assiste également aux débats. C'est sur ce modèle qu'a été créée la Douma Fédérale des Jeunes à Moscou en 2002 au sein de laquelle l'UJC joue un rôle actif en publiant notamment un bulletin hebdomadaire, en ligne sur son site www.dumai.ru.

PCFR, puis élu président du parlement local en 2001, devenant ainsi, à l'âge de 26 ans, le plus jeune speaker de l'histoire du parlementarisme russe⁴⁰. L'instabilité économique et politique de la fin des années 1990 a conduit un électorat jeune et protestataire à s'engager aux côtés du PCFR. Les jeunes mécontents des réformes ont pu trouver dans le parti communiste les structures organisationnelles et logistiques pour se faire entendre et éventuellement pour faire carrière en politique.

A la fin des années 1990, le parti a cherché à se moderniser en lançant le projet « Nouvelle Gauche⁴¹ ». Ilia Ponomarev était alors l'une des figures montantes du PCFR. Son parcours professionnel reflète celui de jeunes managers brillants du monde des affaires⁴², qui ont décidé d'entrer en politique pour contester le régime qu'a progressivement mis en place V. Poutine. I. Ponomarev a pris la tête du comité de travail du parti en charge de la modernisation des structures informatiques et techniques. Sur décision du plénum en juin 2002, il est nommé à la tête du Centre d'information et technologique, auprès du Comité central du PCFR. Il incarne ces « techniciens de la politique » plus tard conspués par les « anciens » du parti qui leur ont imputé publiquement la responsabilité de la défaite électorale de 2003. La direction du PCFR les a marginalisés en privant de véritables perspectives de carrière ces nouvelles générations qu'elle avait pourtant su attirer. Ces jeunes hommes politiques s'attachent désormais à créer de nouvelles structures dans le but d'unir les nombreux mouvements de gauche naissants⁴³. Ils se côtoient au sein d'organisations comme l'Institut des Problèmes de la Globalisation dirigé par Boris

⁴⁰ Quand il s'est présenté aux élections législatives locales de 1998, Roman Grebennikov dirigeait un cabinet d'avocats à Volgograd. Il a été élu au premier tour de scrutin dans sa circonscription. Son ascension politique a été favorisée par le poids du parti communiste dans les institutions régionales. Son élection en 2001, puis sa réélection en 2004 au poste de speaker de la Douma régionale, lui ont conféré une certaine notoriété. Il a été démis de ses fonctions en avril 2005, à la suite d'une alliance des députés de Russie Unie, du LDPR et de plusieurs députés indépendants, qui l'accusaient de lobbying en faveur du parti communiste.

⁴¹ Les informations et les liens concernant ce projet sont disponibles dans la rubrique « Novye Levye » sur le site du PCFR, www.kprf.ru. Depuis l'échec des législatives de 2003, cette rubrique est beaucoup moins entretenue.

⁴² Ilia Ponomarev est né en 1975 à Moscou. De 1995 à 1996, il a travaillé au sein de la petite entreprise russo-américaine *International Network Connections* (INC), qui développe des produits technologiques et d'information pour les grosses firmes russes, notamment Youkos. En 1996, il est nommé directeur du bureau de développement des structures commerciales dans les pays de la CEI au sein de la multinationale Schlumberger, leader mondial des services offerts aux entreprises pétrolières, qui compte Youkos parmi ses clients. En 1998, un grand nombre des collaborateurs de Schlumberger sont recrutés par la compagnie pétrolière ; I. Ponomarev prend la direction du Service des Technologies de l'Information attaché au domaine de l'extraction et de la production. En 1999, il crée la compagnie de services Internet Sibintek, filiale de la compagnie Youkos. C'est en 2001 qu'il est recruté par le parti communiste pour diriger les travaux de modernisation des infrastructures techniques et mettre en place les nouvelles technologies de communication pour les futures élections législatives.

⁴³ Citons le MLF, *Moloděžnij Levij Front* [Front de la Jeunesse de Gauche], puis le *Levij Front* [Front de Gauche] auxquels les dirigeants du parti reprochent de diviser le mouvement de la jeunesse communiste en cours de consolidation.

Kagarlitski, penseur et dissident marxiste de la fin des années 1980⁴⁴. Ils y trouvent une tribune pour appeler à la modernisation du parti et critiquer ouvertement les dérives nationalistes des dirigeants. L'un des rares représentants de la jeunesse communiste visible au niveau fédéral est Youri Afonine, leader de l'Union de la Jeunesse Communiste et membre depuis peu du Comité central du parti. Ses déclarations ne font aucun doute sur sa loyauté vis-à-vis des dirigeants du PCFR.

Le parti communiste dispose d'importants médias : les quotidiens *Sovetskaïa Rossia* [Russie Soviétique] (300 000 exemplaires), la *Pravda de Russie* (80 000) et la *Pravda* (67 000). Ces trois principaux titres sont relayés dans les régions par des périodiques édités par les comités locaux. Le PCFR contrôle au total plus de 150 titres⁴⁵. Il anime en outre une cinquantaine de sites Internet : sites de comités régionaux, de forums de réflexion, de publications théoriques et pratiques, d'organisations de jeunesse ou encore d'associations anti-mondialistes. Ces publications font fréquemment face à de graves difficultés financières et à des pressions du pouvoir, mais elles demeurent tout de même actives.

La question des contacts établis avec les milieux d'affaires et du financement de la campagne du parti pour les législatives de 2003 a récemment jeté le discrédit sur ses dirigeants. Les électeurs traditionnels du PCFR et les militants de la base ne comprennent pas comment de telles alliances ont pu se produire. Cette situation a mené le parti à une grave crise interne lors du 10^{ème} Congrès, en juillet 2004. Même si les dirigeants communistes considèrent aujourd'hui que cette crise a permis de détecter et d'exclure les « taupes » qui avaient intégré le parti dans le but de le détruire, de profondes divisions internes sont apparues au grand jour. Deux congrès parallèles se sont en effet tenus simultanément, en deux endroits différents. Le riche homme d'affaires Guennadi Semiguine est à l'origine de cette scission. Président depuis 2002 de l'Union Populaire Patriotique de Russie où il avait succédé à G. Ziouganov, il a appelé le PCFR à changer de leader après la défaite électorale de 2003. Il a financé plusieurs organisations régionales du PCFR qui se sont alliées à lui dans la lutte – parfois violente - pour le contrôle des structures de base du

⁴⁴ L'IPROG, Institut des Problèmes de la Globalisation, a été créé en en 1995 par l'économiste Mikhaïl Deliaguine, qui a par la suite été le conseiller politique du premier ministre M. Kassianov et est aujourd'hui membre du conseil politique du parti *Rodina*. Dirigé depuis 2002 par Boris Kagarlitski, il regroupe plusieurs responsables moscovites et régionaux de l'Union de la Jeunesse Communiste, quelques anciens responsables politiques du parti communiste et publie également les articles de cadres du PCFR de la tendance réformatrice. Le site de l'institut est disponible sur le lien suivant, www.iprog.ru et la revue en ligne *Globalnaâ Alternativa* [Alternative Globale] qu'il publie sur www.aglob.ru. Le site www.pravda-info.ru est également animé par plusieurs de ces figures politiques.

⁴⁵ *Političeskie partii, dviženâ i organizacii sovremennoj Rossii na rubeže vekov, op. cit., p. 87.*

parti. Vladimir Tikhonov, premier secrétaire du comité régional du PCFR d'Ivanovo, secrétaire du Comité Central du PCFR et gouverneur PCFR de la région d'Ivanovo, et Sergueï Potapov, membre du Présidium et du CC du PCFR, secrétaire organisationnel du CC du PCFR, sont ses deux principaux alliés : ils dénoncent l'apathie du PCFR, son opposition modérée au régime en place et sa faible volonté de défendre les plus démunis. Après avoir brièvement aidé à créer le Parti Communiste Russe de l'Avenir, le VKPB, en septembre 2004, G. Semiguine est depuis avril 2005 le leader du parti « Patriotes de Russie », qui conteste la politique du PCFR et le concurrence au niveau local⁴⁶. Dans près de 20% des sections régionales, des membres ont été exclus du PCFR pour avoir créé une représentation locale des « Patriotes de Russie⁴⁷ ».

Russie Unie a publiquement dénoncé l'existence de contacts entre le PCFR et l'oligarque en exil Boris Berezovski, qui aurait financé le parti par le biais du groupe Agropromstroï, lié au député communiste Viktor Vidmanov. Ce dernier est considéré comme l'un des principaux hommes d'affaires qui financent le parti depuis sa création. Appelé « banquier officiel du parti » ou « baron rouge », il défile en tête de cortège lors des manifestations organisées par le parti. B. Berezovski aurait également noué des liens avec le député communiste et rédacteur en chef du journal *Zavtra*, Alexandre Prokhanov, selon *Russie Unie* et *Rodina* qui se présentaient lors de leur campagne comme les seuls partis luttant réellement contre les oligarques. L'organisation de jeunesse pro-Kremlin *Idushie Vmeste* [Ceux qui marchent ensemble] a d'ailleurs souhaité un joyeux anniversaire aux dirigeants du PCFR pour les dix ans du parti en février 2003 en étendant sur l'immeuble faisant face à la Douma une affiche géante représentant la filiation communiste : les portraits d'Engels, Marx, Lénine, Staline, Ziouganov et Berezovski se suivaient. Cette campagne, tout comme l'idée d'une alliance communistes-oligarques, a été relayée avec vigueur dans la presse et à la télévision. Les relations ambiguës qu'entretient le parti avec plusieurs des anciens cadres de la compagnie pétrolière Youkos de l'oligarque Mikhaïl Khodorkovski sont également à noter. Certains des députés élus sur la liste fédérale du PCFR lors des élections législatives de 2003 occupaient de hautes responsabilités aux côtés de l'oligarque aujourd'hui emprisonné. C'est le cas de Sergueï Mouravlenko, milliardaire et ancien président du Conseil des directeurs de Youkos, qui fait partie des quarante personnalités les plus riches de Russie selon le classement *Forbes* 2005. Alexeï Kondaourov, hommes

⁴⁶ Le site Internet du Parti Communiste Russe de l'Avenir, VKPB, est : www.vkpb.org. Celui des « Patriotes de Russie » est disponible à l'adresse : www.patriot-rus.ru.

⁴⁷ Ce sont dans les régions où l'implantation électorale du PCFR a toujours été faible, notamment à Perm et Ekaterinbourg, que ces tendances sont les plus visibles.

d'affaires proche de M. Khodorkovski, ancien général du KGB et directeur du bureau analytique de Youkos, a aussi été élu député sur les listes du parti communiste. Selon lui, le fait que « d'anciens proches collaborateurs de M. Khodorkovski soient aujourd'hui députés au sein de la fraction communiste à la Douma ne signifie pas que Youkos a directement financé le PCFR⁴⁸ ».

Ces personnalités ont trouvé dans le PCFR le moyen d'accéder à une tribune parlementaire afin de marquer leur opposition au régime actuel. Dans une lettre adressée aux électeurs en février 2004, le vice-président du PCFR Ivan Melnikov rend compte des positions du parti concernant ses rapports avec le monde des affaires. Il affirme que le parti n'a jamais reçu d'argent de la part des oligarques et n'accepte que les propositions de financement émanant des milieux d'affaires « d'orientation patriotique » ou « nationale » qui « respectent la discipline de la fraction parlementaire⁴⁹ ». L'idée d'une alliance entre le PCFR et les oligarques relève à ses yeux de la propagande du pouvoir. « La présence de représentants du monde des affaires sur les listes du PCFR est présentée par les media comme une nouvelle sensationnelle qui dénature la ligne du parti. Ces hommes d'affaires, ces entrepreneurs brillants, siègent actuellement à la Douma à nos côtés, comme c'était également le cas dans les précédents hémicycles. Par leurs votes et leurs prises positions, ils ne nous ont jamais amenés à les exclure de nos listes », ajoute I. Melnikov. Plusieurs dizaines d'hommes d'affaires ont figuré sur les listes électorales communistes de 2003, dont des représentants des secteurs financier, pétrolier, gazier, métallurgique, aéronautique et des télécommunications⁵⁰. Nikolaï Ezerski, riche entrepreneur de l'Oural, élu député à la Douma d'Etat en 2003 sur les listes du parti, considère sa présence dans les rangs du PCFR comme une marque de fidélité envers les idéaux et les principes qui lui ont été enseignés dans le passé : « Je dois tout à mon travail et à l'ancien système grâce auquel j'ai pu gravir en vingt ans tous les échelons de la hiérarchie, de simple ouvrier à la chaîne au poste de directeur de mon usine. Je me sens libre et indépendant, libre de choisir mon parti et d'être dans l'opposition. Il serait plus facile et moins dangereux pour moi de passer aujourd'hui du côté du pouvoir comme le font la majorité de mes anciens collègues. Mais je préfère rester avec les communistes car je ne dépends de personne. C'est ce qui me différencie des députés de *Russie Unie* qui, pour la plupart, ont vendu leurs convictions en échange d'une

⁴⁸ Extrait de notre entretien réalisé avec A. Kondaourov à la Douma d'Etat le 17 février 2006.

⁴⁹ Melnikov Ivan, « KPRF i biznes : čto ispugalo vlast' ? » [Le PCFR et le milieu des affaires : de quoi le pouvoir a-t-il eu peur ?], *Kommunist*, n° 1, Janvier-Février 2004, p. 16.

⁵⁰ « Communist Party List », *The Moscow Times*, Moscou, 05.12.2003. Cet article dénombre 46 personnalités du monde des affaires sur les listes électorales de 2003.

place dans le parti. Ils sont redevables à leur parti et dépendent du salaire que celui-ci voudra bien leur verser⁵¹ ».

Le PCFR constitue une formation politique déclinante qui n'occupe presque plus de positions de pouvoir dans les institutions politiques russes, mais qui représente toujours une force d'opposition constituée au régime poutinien. Le PCFR a su montrer dans la seconde moitié des années 1990 qu'il était capable de mobiliser un électorat diversifié, y compris les jeunes générations. Une profonde réforme de son organisation interne, l'attribution de responsabilités à ses membres les plus jeunes et une orientation plus « socialiste », dédiée à la défense des défavorisés, lui permettraient de retrouver une certaine crédibilité. La possibilité de se faire entendre, de bénéficier de relais médiatiques est actuellement limitée : la plupart des communistes regrettent la période eltsinienne qui favorisait davantage, selon eux, la liberté d'expression. La récente création de formations politiques telles que *Rodina* ou « le Parti des Retraités », ainsi que le contrôle des organes centraux du Parti Agraire par des membres de « Russie Unie », sont présentés comme des manœuvres orchestrées par le Kremlin. Bien que le PCFR réalise des performances électorales significatives à Moscou, Novossibirsk ou Volgograd⁵², il ne domine plus l'opposition, notamment au niveau local, comme l'ont montré les récentes mobilisations apparues en réaction aux réformes gouvernementales récemment mises en oeuvre. Les communistes ne peuvent plus remporter de succès électoraux à eux seuls. Des discussions sont en cours pour former une opposition unie en vue des prochaines échéances électorales, en 2007 et 2008. Même si elle n'est pas à l'ordre du jour, une alliance de « gauche » en lutte contre le pouvoir, regroupant le PCFR, *Rodina* et « Patriotes de Russie », voire des formations et mouvances plus modérées, pourrait constituer l'une des issues possibles.

⁵¹ Extrait de notre entretien réalisé avec N. Ezerski à la Douma d'Etat à Moscou, le 16.02.2006. Considéré comme un « directeur rouge », N. Ezerski possède un important complexe métallurgique du Nord de l'Oural. Premier secrétaire du comité du PCUS de la ville de Pervouralsk, il a rejoint le PCFR dès 1993, puis est devenu vice-speaker de la Douma régionale de Ekaterinbourg. C'est la fonction qu'il occupait en 2003 quand il s'est présenté sur les listes du parti communiste aux élections législatives fédérales.

⁵² Aux élections de la Douma locale de Moscou en décembre 2005, le PCFR a pour la première fois présenté des candidats : il s'est placé en deuxième position avec plus de 17% des voix. Aux élections de la Douma régionale de Novossibirsk, le parti est arrivé également en deuxième position avec plus de 22% des voix. Fin 2004, N. Maksiouta, gouverneur communiste de la région de Volgograd, s'est fait réélire pour un troisième mandat de quatre ans. De manière générale, le PCFR arrive toujours en deuxième position derrière *Russie Unie*. *Rodina*, le Parti des Retraités et *Patriotes de Russie* attirent un nombre important des voix qui se portaient traditionnellement sur le PCFR.